



## Une perte d'élan qui se confirme

**A**u deuxième trimestre 2018, l'économie francilienne reste sur la même dynamique que celle observée en début d'année : l'activité progresse, mais au ralenti par rapport à l'an dernier. L'emploi croît légèrement (+ 0,2 %) en Île-de-France alors qu'il est stable en France hors Mayotte. Les plus fortes progressions d'emploi s'observent dans la construction et la restauration, en lien avec le dynamisme de ces deux secteurs et l'embellie sur le tourisme. Le taux de chômage évolue peu depuis le début de l'année, après deux ans de baisse. Le nombre de demandeurs d'emplois reste orienté à la hausse, en particulier ceux inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus. Malgré un repli au cours du deuxième trimestre, les créations d'entreprises restent dynamiques dans la région. En revanche, les défaillances ont augmenté. La construction a réalisé de bons résultats au deuxième trimestre, mais l'activité semble avoir ralenti en juillet. Malgré les grèves dans les transports et les ponts du mois de mai, la fréquentation touristique reste bien orientée.

Joseph Chevrot, Michèle Debosque, Denis Rabadeux, Insee Île-de-France ; Benoit Trinquier, Direccte Île-de-France

### Une croissance de l'emploi plus soutenue qu'au niveau national

Avec 11 000 emplois supplémentaires, l'emploi salarié francilien poursuit sa progression au deuxième trimestre 2018 (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent). Cette hausse est supérieure à celle de la France métropolitaine, l'emploi salarié est globalement stable (+ 0,0 %) (*figure 1*). Cela s'explique en partie par des pertes d'emploi plus élevées au niveau national dans le secteur de l'administration publique, enseignement et santé (- 0,2 % contre - 0,1 % dans la région). Cependant, depuis le début de l'année 2018, la progression de l'emploi en Île-de-France dans les activités marchandes est comparable à celle observée en France métropolitaine.

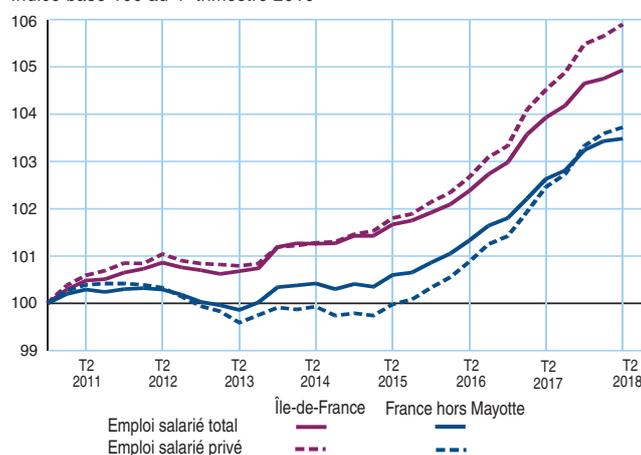
L'emploi salarié privé porte les créations d'emploi dans la région. Les secteurs les plus dynamiques sont la construction (+ 1,1 %) et l'intérim (+ 0,9 %). Dans la construction, l'emploi augmente dans l'ensemble des départements franciliens, tandis que l'intérim progresse surtout en Essonne (+ 4,1 %). Après quelques trimestres de relative stabilité, l'emploi industriel recule de nouveau (- 0,4 %), en dépit d'une bonne tenue des industries agro-alimentaires (+ 0,7 %).

Les services marchands hors intérim demeurent le principal pourvoyeur d'emplois de la région (*figure 2*). Leurs effectifs

progressent légèrement (+ 0,2 %), comme en France hors Mayotte. Cette évolution recouvre des situations différentes selon les secteurs. L'hébergement et la restauration continuent de créer plus d'emplois qu'ils n'en détruisent pour le quatrième

### 1 Évolution de l'emploi salarié

Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010

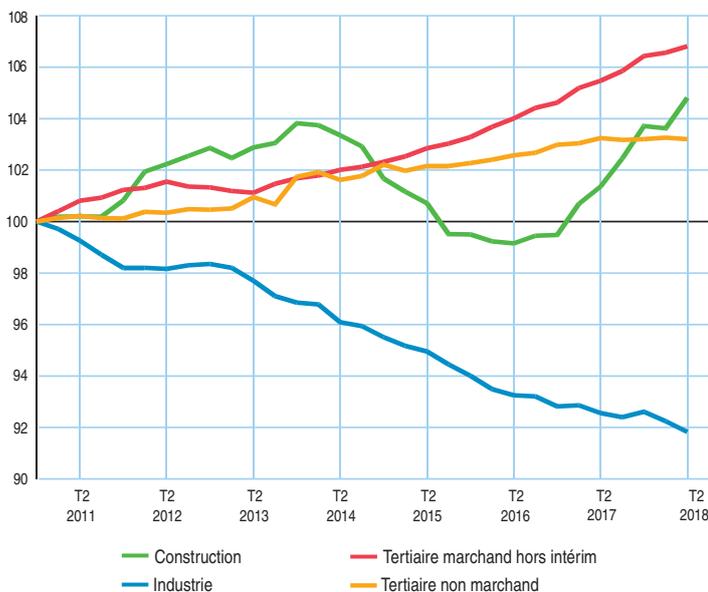


Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

## 2 Évolution de l'emploi salarié par secteur en Île-de-France

Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

### Avertissement

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écart de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

trimestre consécutif (+ 0,8 %), tandis que le commerce perd en vigueur (- 0,2 %) pour le deuxième trimestre consécutif, en résonance avec la baisse de la consommation des ménages.

C'est en Seine-Saint-Denis que l'emploi progresse le plus (+ 0,5 %), porté par les activités de soutien aux services, avec 3 000 emplois supplémentaires, soit une hausse de 3,7 %. À l'examen, une société de sécurité a délocalisé un établissement parisien intra-muros à Aubervilliers. L'emploi progresse également en Seine-et-Marne (+ 0,3 %), mais est stable en Val-de-Marne et dans le Val-d'Oise.

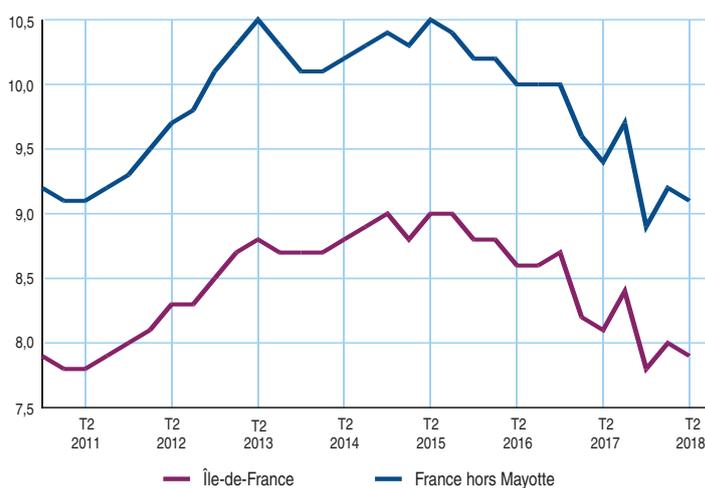
### Le taux de chômage est stable

Après un trimestre de hausse (+ 0,2 point), le taux de chômage francilien baisse légèrement, en première prévision, au deuxième trimestre 2018 (- 0,1 point), pour atteindre 7,9 %. Il affiche une quasi-stabilité depuis le début de l'année, après une nette tendance à la baisse en 2016 et 2017. L'évolution trimestrielle est conforme à celle observée au niveau national : la baisse du deuxième trimestre 2018 (- 0,2 point) succède à la hausse du trimestre précédent (+ 0,3 point) (figure 3).

Le taux de chômage diminue ce trimestre dans les départements franciliens dans des proportions proches de la moyenne régionale, sauf en Seine-et-Marne et dans le Val-de-Marne où la baisse est plus accentuée (- 0,2 point). À l'exception de Paris, le chômage reste toutefois supérieur à son niveau de fin 2017 dans tous les départements franciliens.

## 3 Taux de chômage

En %



Données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

### La demande d'emploi orientée à la hausse

Au deuxième trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité (catégorie A) progresse de 0,4 % en Île-de-France après la quasi-stabilité du premier trimestre 2018. En un an, il augmente en Île-de-France de 0,6 % alors qu'il est en repli en France métropolitaine (- 1,3 %). En prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C), le nombre de demandeurs d'emploi confirme sa progression francilienne (+ 0,5 % sur le trimestre et + 2,2 % sur un an). La hausse est en revanche moins marquée au niveau national (+ 0,1 % sur le trimestre et + 1,4 % sur un an).

La demande d'emploi globale reste tirée à la hausse par les demandeurs d'emploi de longue durée (+ 2,2 % sur le trimestre et + 9,4 % sur un an en catégories A, B, C). Le nombre d'inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an représente 45 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi de la région. Depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2017, il ne cesse d'augmenter à un rythme supérieur à celui observé en France métropolitaine, en lien avec la progression de la demande d'emploi des seniors.

### Des créations d'entreprises un peu moins nombreuses

Au deuxième trimestre 2018, plus de 51 000 entreprises sont créées dans la région, en baisse de 8,6 % par rapport au précédent trimestre, mais en hausse de 25,2 % par rapport au deuxième trimestre 2017 (+ 21,2 % au niveau national) (figure 4). L'évolution en glissement annuel est en grande partie due aux créations d'entreprises sous le régime de micro-entrepreneur, qui représentent 52,3 % du total des créations d'entreprises en Île-de-France, contre 43,6 % au niveau national.

Au cours du deuxième trimestre 2018, les créations d'entreprises sont moins dynamiques dans l'ensemble des secteurs d'activité, à l'exception de celui du « commerce, transports, hébergement et restauration ». Si les créations ralentissent dans le commerce, elles sont toujours soutenues dans les transports, qui continuent de tirer leur épingle du jeu dans le contexte d'une libéralisation croissante de ce secteur, et dans l'hébergement et la restauration sous l'effet de l'embellie touristique.

### Augmentation des défaillances pour la première fois depuis deux ans

Au cours du deuxième trimestre 2018, 3 000 défaillances d'entreprises sont recensées en Île-de-France, soit une hausse de 6,0 % par rapport au même trimestre de 2017. Il s'agit de la première augmentation

## 4 Créations d'entreprises en Île-de-France

Secteurs d'activité	Total créations d'entreprises			Part des micro-entrepreneurs (en %)	Évolution du total des créations d'entreprises	
	2017 T2	2018 T1	2018 T2		2018 T2 / 2018 T1 (en %)	2018 T2 / 2017 T2 (en %)
Industrie	902	1 236	1 126	37,8	-8,9	24,8
Construction	3 161	3 883	3 479	24,6	-10,4	10,1
Commerce, transports, hébergement, restauration	12 734	17 458	17 420	48,6	-0,2	36,8
<i>Dont Commerce</i>	<i>5 388</i>	<i>6 773</i>	<i>6 163</i>	<i>31,0</i>	<i>-9,0</i>	<i>14,4</i>
<i>Transports</i>	<i>5 730</i>	<i>8 878</i>	<i>9 375</i>	<i>63,2</i>	<i>5,6</i>	<i>63,6</i>
<i>Hébergement</i>	<i>89</i>	<i>107</i>	<i>116</i>	<i>25,0</i>	<i>8,4</i>	<i>30,3</i>
<i>Restauration</i>	<i>1 527</i>	<i>1 700</i>	<i>1 766</i>	<i>33,7</i>	<i>3,9</i>	<i>15,7</i>
Information et communication	3 315	4 406	3 768	49,1	-14,5	13,7
Activités financières	1 207	1 396	1 360	17,6	-2,6	12,7
Activités immobilières	1 206	1 642	1 425	22,2	-13,2	18,2
Activités de services*	12 306	17 328	15 444	64,5	-10,9	25,5
Enseignement, santé, action sociale	3 206	4 901	3 625	63,8	-26,0	13,1
Autres activités de services	2 753	3 615	3 403	67,1	-5,9	23,6
<b>Total Île-de-France</b>	<b>40 790</b>	<b>55 865</b>	<b>51 050</b>	<b>52,3</b>	<b>-8,6</b>	<b>25,2</b>
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>136 487</b>	<b>180 051</b>	<b>165 415</b>	<b>43,6</b>	<b>-8,1</b>	<b>21,2</b>

\* Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév.2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

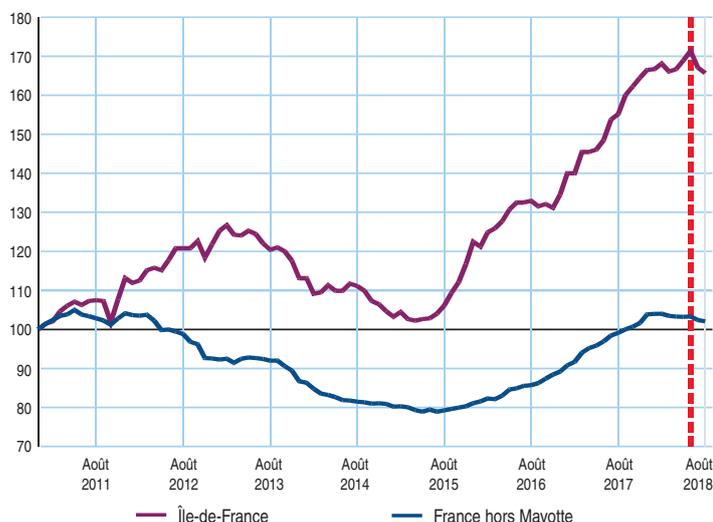
trimestrielle observée depuis le printemps 2016. Toutefois, sur les douze derniers mois, le nombre de défaillances dans la région (11 600) est inférieur de 8,7 % à son plus haut point de 2016. Ce rebond des défaillances en Île-de-France intervient dans un contexte national plus favorable (repli de 8,1 % des défaillances au deuxième trimestre 2018).

### La construction toujours à un niveau élevé

Selon les estimations à fin août, 96 300 permis de construire ont été délivrés entre juillet 2017 et juin 2018 en Île-de-France. Les autorisations de logements progressent de 0,6 % en un an, alors que celles de la France hors Mayotte diminuent de 1,2 %. Une baisse semble toutefois se profiler dans la région à partir de juillet. Les mises en chantier de logements continuent d'augmenter, mais à un rythme plus modéré. En un an, 84 800 logements ont été commencés dans la région, soit une hausse de 15,4 % par rapport aux douze mois précédents, contre + 6,6 % en France hors Mayotte (figure 5).

## 5 Évolution du nombre de logements commencés

Indice base 100 en décembre 2010



Données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDeS, Sit@del2.

■ Insee Conjoncture Île-de-France n° 22 - Octobre 2018

En un an, les surfaces de plancher des locaux autorisés à la construction se sont accrues en Île-de-France (+ 8,4 %, contre + 7,0 % au niveau national). La surface des locaux dont la construction a débuté a augmenté de 14,5 % dans la région par rapport aux douze mois précédents, contre + 9,8 % au niveau national. Les professionnels de la construction sont optimistes, notamment dans la construction de bureaux, même si la « vacance à plus de quatre ans » avoisine 30 % des surfaces vacantes dans certains territoires de la région.

Au deuxième trimestre 2018, les ventes de logements neufs sont en hausse par rapport au deuxième trimestre de 2017 (+ 30,3 %) et à un niveau plus élevé qu'en France (+ 10,7 %). Les prix de vente au m<sup>2</sup> des appartements neufs augmentent de 0,8 % dans la région par rapport au premier trimestre 2018 (- 0,6 % en évolution annuelle).

### La fréquentation hôtelière confirme son embellie

Au deuxième trimestre 2018, près de 19 millions de nuitées sont enregistrées dans les hôtels franciliens, soit une progression de 3,9 % par rapport au deuxième trimestre 2017 (figure 6). L'embellie est de moindre ampleur en France (+ 1,3 %). Les nuitées franciliennes

## 6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1 (en %)



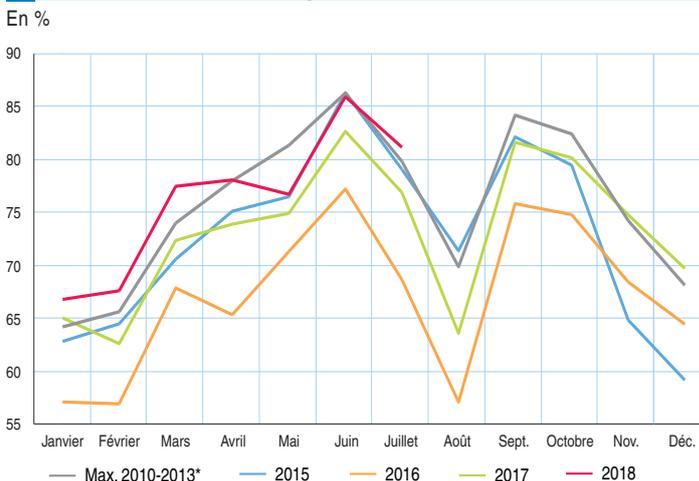
Données trimestrielles brutes.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE,

représentent toujours le tiers des nuitées nationales. En Île-de-France, l'augmentation de la fréquentation hôtelière est surtout imputable à la clientèle étrangère, majoritaire. Les nuitées de clients étrangers s'accroissent de 8,5 % en un an, à un rythme supérieur à celui observé au niveau national (+ 5,9 %). Les taux d'occupation des hôtels au cours de chacun des premiers mois de l'année sont supérieurs de deux à cinq points à ceux observés l'an dernier (figure 7), avec un taux moyen de remplissage record de 80 %.

En glissement annuel, l'activité touristique francilienne est dynamisée par la clientèle européenne, dont les nuitées sont en hausse de 7,7 %. Cette situation s'explique principalement par une fréquentation accrue des clients italiens et allemands (respectivement + 27,3 % et + 9,3 %). La clientèle européenne représente presque la moitié de la clientèle étrangère. La conjoncture est également favorable pour les touristes en provenance de destinations plus lointaines. On assiste en effet à un retour important des Américains et des Chinois (+ 12,6 % et + 27,3 % par rapport au deuxième trimestre 2017), qui représentent respectivement un cinquième et 6 % de la clientèle étrangère. ■

## 7 Évolution du taux d'occupation des hôtels en Île-de-France



\* Fréquentation maximale observée sur la période 2010-2013.

Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

### Contexte national

#### En France, l'activité accélérerait au second semestre après avoir été modérée au premier semestre

La croissance française a nettement ralenti au premier semestre (+ 0,2 % par trimestre) après une année 2017 très dynamique. Au-delà des facteurs internationaux qui ont pesé sur le climat des affaires, l'activité économique a été pénalisée par des facteurs ponctuels (grèves, baisse du pouvoir d'achat au premier trimestre, moindre consommation en énergie, maintenance de raffineries).

Cependant, le retour à la normale dans les secteurs des transports et de l'énergie, combiné à des immatriculations dynamiques durant l'été, conduirait à un rebond de la consommation des ménages au troisième trimestre. En fin d'année, le pouvoir d'achat progresserait fortement en raison des réductions de cotisations sociales et de taxe d'habitation ; il prendrait ainsi le relais pour soutenir la consommation. Bénéficiant également d'un investissement des entreprises robuste et d'une accélération des exportations, le PIB français croîtrait de 0,5 % au troisième trimestre puis de 0,4 % au quatrième, conduisant à une croissance de + 1,6 % en moyenne en 2018.

### Contexte international

#### Début 2018, les écarts de croissance s'accroissent entre les grands pays

Au premier semestre 2018, l'activité a été stimulée aux États-Unis par une politique budgétaire procyclique ; en zone euro, l'allant des économies allemande et espagnole contraste avec les difficultés observées en Italie. Certaines économies émergentes connaissent par ailleurs de fortes tensions financières et inflationnistes. L'environnement international resterait néanmoins porteur, avec un commerce mondial encore dynamique malgré les tensions protectionnistes.

### Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

Banque de France : Danièle Koubi

CESER : Patrick Brenner

Crocis de la CCI Paris Île-de-France : Mickaël Le Priol

CRT : Aurelian Catana

DRIEA : Philippe Monier

Douanes Île-de-France : Thien-Heng Lim

Pôle emploi : Marion Bonnal, Philippe Ricard

Urssaf Île-de-France : Matthieu Goussot

#### Insee Île-de-France

1 rue Stephenson  
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

#### Directrice de la publication :

Marie-Christine Parent

#### Rédactrice en chef :

Christèle Rannou-Heim

ISSN 2416-8637

© Insee 2018

## Pour en savoir plus

- Pouget J., Tallet F., « Le pouvoir d'achat se redresse, mais les incertitudes internationales persistent », *Insee Conjoncture - point de conjoncture*, octobre 2018.
- Debosque M., Deheeger S., Rabadeux D., Trinquier B., « L'activité francilienne perd de son élan au premier trimestre 2018 », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 21, juillet 2018.